



Aux côtés des Sans-Papiers et demandeurs d'asile... Contre l'Europe forteresse...

Les 7, 8 et 9 juin, les citoyens européens éliront leurs représentants au sein de l'Union. Dans les campagnes électorales, la question de l'entrée et du séjour des étrangers extra européens sur le sol des Etats membres n'occupe pas une grande place. Pourtant l'industrialisation des expulsions et de la détention sont totalement contraire à l'article 13 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme qui reconnaît à chacun le droit de quitter son pays.

Migrer, quitter son pays, quel qu'en soit le motif est presque toujours un choix douloureux, mais un choix personnel qu'aucune mesure étatique, y compris d'enfermement, ne pourra empêcher dans un monde où circulent librement marchandises, services et capitaux et où **la liberté de circulation des personnes est et doit être un droit.**

La politique dite « d'externalisation de l'asile » menée depuis 2002 par les ministres de l'Intérieur des États membres et la Direction Générale « Justice, Liberté et Sécurité » de la Commission européenne entend protéger les pays de l'Union Européenne d'un prétendu « envahissement migratoire ». **Elle expulse et concentre les exilés dans des camps créés, directement ou indirectement, par l'Union ou l'un de ses Etats membres.** Ces camps existent en Libye et au Maroc où s'organise la chasse au faciès des migrants africains quelle que soit leur situation administrative. Ils existent en Pologne et dans les Etats de l'Est de l'Union, camps par lesquels les Etats de l'Europe de l'ouest « sous traitent » à ceux de l'Est les flux migratoires d'Asie de Russie ou des Balkans.

Partout en Europe, les Sans-Papiers sont victimes des politiques sécuritaires, du harcèlement policier et de la suspicion administrative. Ils sont entravés dans leur droit à l'éducation et aux études pour tous, dans le droit de se soigner, dans le droit d'aimer, dans le droit de vivre en famille, dans le droit du travail. Travailleurs sans droits, ils sont condamnés au travail illégal dans de nombreux

secteurs (agriculture, bâtiment, commerce, aide aux personnes...). Cette situation est bien connue de tous les gouvernements et de tous les milieux patronaux. Toutes les volontés de développer pour les migrants, un régime commun à l'ensemble des pays européens aboutissent pourtant à une réduction des droits de tous.

En France, les Centres de Rétention Administrative constituent de véritables prisons pour les sans-papiers et parfois pour leurs jeunes enfants. Là des hommes et des femmes peuvent rester enfermés jusqu'à 32 jours pour un simple défaut de papiers. Du fait de leur arrivée « irrégulière » aux frontières extérieures de l'Union ou de leur présence sans titre de séjour, nombre de personnes en recherche de protection internationale, seules ou en groupe, sont placées en détention administrative. Et Berlusconi prétend même faire du simple défaut de papiers un délit quand chaque Etat membre concentre toujours davantage de forces de police pour la chasse aux sans-papiers.

Cette multitude d'espaces de regroupement forcé, d'enfermement et de dissuasion des exilés qui se tournent vers l'Europe pour y trouver refuge témoigne d'une politique européenne xénophobe qui produit des milliers de morts. Elle devrait interroger davantage l'ensemble des forces sociales (partis, syndicats, associations...) sur ce qu'elle produit : **la transformation en profondeur de la culture politique européenne et de ses relations au reste du monde, la discrimination entre les occidentaux et les autres.**

La guerre que l'Europe livre aux migrants est bien une guerre de frontières, avec ses morts, ses brutalités arbitraires, ses supplétifs. Et c'est une guerre infâme qui s'en prend aux plus démunis, dans une dilution calculée des responsabilités. A qui s'en prendre ? Aux Etats du Sud « pris entre le marteau et l'enclume » et qui acceptent de faire le tri pour l'Europe, aux ambiguïtés du Haut Commissariat aux Réfugiés, à l'indifférence des médias, ou à l'Union européenne véritable « Empire du rejet » qui organise ces politiques sans les assumer ?

**L'infamie procède toujours sur fond d'anonymat et de silence.
Pour ces raisons RESF 63 et RUSF 63 vous appellent à manifester**

Contre l'Europe forteresse Pour la liberté de circulation et d'installation
Pour le droit à l'Education et aux études pour tous
Pour la fermeture des Centres de Rétention Pour la régularisation de tous les sans-papiers

Mercredi 3 juin à 18H00

Place de la Victoire à Clermont-Ferrand

La manifestation se rendra à la Préfecture en empruntant les rues du Centre Ville.